

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 BESANÇON

BESANÇON, le 01/02/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/11/2022

Contexte et constats

Publié sur 

CUENOT ET FILS SARL

9 rue Combe Zénobert
25360 ST JUAN

Références : UID257090/SPR/YR/NP 2023 -0201D
Code AIOT : 0005901539

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/11/2022 dans l'établissement CUENOT ET FILS SARL implanté Lieu-dit Champ Durand 25360 GONSANS. L'inspection a été annoncée le 19/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CUENOT ET FILS SARL
- Lieu-dit Champ Durand 25360 GONSANS
- Code AIOT : 0005901539
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Exploitation d'une carrière de matériaux calcaires

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- l'inspection a porté sur le respect des prescriptions des arrêtés préfectoraux du 8 janvier 2002 et du 10 février 2022

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 10/02/2022, article 4	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 08/01/2002, article 23 et 24	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Niveau de production	Arrêté Préfectoral du 08/01/2002, article 4	/	Sans objet
2	Accès à la carrière et desserte	Arrêté Préfectoral du 08/01/2002, article 11	/	Sans objet
4	épaisseur d'extraction et géométrie des fronts	Arrêté Préfectoral du 08/01/2002, article 19.1 à 19.3	/	Sans objet
6	Eaux pluviales susceptibles d'être polluées	Arrêté Préfectoral du 08/01/2002, article 26.3	/	Sans objet
7	Surveillance des niveaux de vibration	Arrêté Préfectoral du 08/01/2002, article 29	/	Sans objet
8	Plan de gestion des déchets d'extraction	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de l'inspection, il a été mis en évidence **deux non-conformités**. L'exploitant ne dispose pas de garanties financières en cours de validité et le plan d'exploitation de la carrière n'est pas mis à jour une fois par an.

Le non-respect des dispositions d'un arrêté préfectoral expose le contrevenant aux suites listées aux articles L.171-8 I et R.514-4 1° du Code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Niveau de production

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/2002, article 4
Thème(s) : Situation administrative, Niveau de production
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La quantité annuelle autorisée à extraire est de 14 000 tonnes. La quantité totale autorisée à extraire est de 290 000 tonnes environ. La production pourra atteindre 20 000 tonnes/an pour satisfaire les besoins de chantiers exceptionnels, tout en respectant les quantités indiquées à l'article 17 ci-après pour chaque des périodes considérées.
Constats : L'exploitant déclare tous les ans sous GEREPE la quantité annuelle de matériaux extraits. Pour les années 2019, 2020 et 2021 la quantité déclarée respecte la quantité annuelle autorisée.
Observations : La quantité déclarée par l'exploitant dans GEREPE est en tonnes, or la quantité doit être déclarée en kilotonnes. L'exploitant pour sa prochaine déclaration dans GEREPE s'assurera de déclarer la quantité extraite en kilotonnes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Accès à la carrière et desserte

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/2002, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, Accès à la carrière et desserte
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique et notamment au niveau de la signalisation routière. En particulier : <ul style="list-style-type: none">- des panneaux « stop » à la sortie de la carrière, et « sortie de carrière » de part et d'autre de cette sortie devront être mis en place- les accotements de la RD 30 sur la zone de part et d'autre de la sortie de la carrière devront être stabilisés afin d'éviter la formation de trous,- un nettoyage de la RD 30 par balayage devra être assuré aussi souvent que nécessaire.
Constats : Il a été constaté la présence d'un panneau « sortie d'engins » sur la RD 30 à proximité de la sortie de la carrière. L'exploitant a indiqué qu'un balayage de la sortie de la carrière était réalisé au moins 4 fois par an. Ce balayage est réalisé par des engins appartenant à la société Cuenot.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/02/2022, article 4
Thème(s) : Autre, Garanties financières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'article 14.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2001/DCLE/4B n°113 du 08 janvier 2002 est supprimé et remplacé par la prescription suivante :</p> <p>« Le montant des garanties financières devant être constitué dans ce cadre, pour la période d'exploitation du 08 janvier 2022 au 08 janvier 2027, est égal à 35 701 €, (indice TP01 base 10 d'octobre 2021 publié en janvier 2002 est de 117,5 et TVA = 20 %) pour une superficie maximale exploitée au terme de cette période d'environ 0,5 ha.</p> <p>L'exploitant adresse au préfet du Doubs le document établissant les garanties financières de la dernière phase d'exploitation dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté.</p> <p>Constats : Le dernier acte de cautionnement solidaire transmis à l'inspection est expiré depuis le 13/01/18.</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le document établissant les garanties financières pour la phase en cours.</p> <p>Suite à l'inspection, l'organisme bancaire chargé par l'exploitant d'établir les garanties financières a informé l'inspection que celles-ci étaient en cours d'établissement.</p> <p>Non-conformité : L'exploitant doit établir et transmettre un acte de cautionnement solidaire pour la dernière phase d'exploitation.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Epaisseur d'extraction et géométrie des fronts

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/2002, article 19.1 à 19.3
Thème(s) : Autre, Conduite de l'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : 19.1 : L'épaisseur d'extraction maximale ne doit pas dépasser 22 mètres.</p> <p>19.2 : Les fronts doivent être constitués d'un gradin supérieur d'au plus 10 m de hauteur et d'un gradin inférieur de 12 m de haut au maximum.</p> <p>19.3 : Une banquette sensiblement horizontale d'une largeur minimale de 6 mètres doit être aménagée au milieu des 2 gradins à la cote de sensiblement 494 m.</p> <p>Constats : La carrière est exploitée sur deux gradins de 10 et 12 m de hauteur. La cote minimale de la carrière de 482 m a été atteinte.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/2002, article 23 et 24
Thème(s) : Risques chroniques, Plan d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Art 23 : L'exploitant doit établir un plan de la carrière à une échelle adaptée à sa superficie. Sur ce plan sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres, • le bord de la fouille, • les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, • les zones remises en état, • la position des éléments de surface à protéger visés à l'article 19.5 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales. <p>Art 24 : Ce plan est mis à jour au moins une fois par an ; l'exploitant doit le tenir à la disposition de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.</p>
<p>Constats : L'exploitant a présenté le dernier plan d'exploitation, celui-ci est daté d'avril 2019.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'un géomètre devait intervenir dans la deuxième quinzaine du mois de novembre.</p>
Non-conformité : La mise à jour du plan d'exploitation n'est pas réalisée une fois par an.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Eaux pluviales susceptibles d'être polluées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/2002, article 26.3
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales susceptibles d'être polluées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les eaux pluviales susceptibles d'être souillées par des hydrocarbures et de matières en suspension telles que les eaux de ruissellement sur l'aire étanche d'approvisionnement en carburant des engins de chantier (et leur remisage les nuits, fins de semaine et congés) doivent transiter par un dispositif débourbeur séparateur d'hydrocarbures équipé d'un obturateur automatique avant d'être acheminées dans le milieu naturel en respectant les normes fixées à l'article 26.2 ci-dessus.</p>
<p>Constats : Il a été constaté la présence d'une aire étanche, celle-ci est constituée par une géomembrane recouverte par des matériaux. L'exploitant a indiqué que l'aire étanche était utilisée pour le stockage des engins.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Surveillance des niveaux de vibration

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/2002, article 29
Thème(s) : Risques accidentels, Vibration
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures au seuil de 10 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction. [...] Le respect de la valeur ci-dessus sera vérifié dès les premiers tirs réalisés sur la carrière et dans les conditions représentatives d'exploitation, puis à la demande de l'inspecteur des installations classées.
Constats : L'exploitant a indiqué qu'une mesure des niveaux de vibrations était réalisée à chaque tir de mine. Un sismographe est disposé à l'entrée de la commune de Gonsans aux niveaux des premières constructions. Lors du dernier tir de mines réalisé le 19 mai 2022 le sismographe ne s'est pas déclenché.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Plan de gestion des déchets d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des déchets d'extraction
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir un plan de gestion de déchets d'extraction inertes, résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation [...]</p> <p>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction inertes qui seront stockés durant la période d'exploitation, • le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles • la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis, • en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement, • la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets, • le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ; • les procédures de contrôle et de surveillance proposées, • en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol. <p>[...]</p> <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au Préfet.</p>
<p>Constats : L'exploitant a établi un plan de gestion des déchets d'extraction, celui-ci a été réalisé dans le cadre de la demande de renouvellement de la carrière actuellement en cours d'instruction.</p> <p>L'exploitant a indiqué que la carrière ne générerait pratiquement pas de stériles.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet